

LE SPECTACLE DE REUGE

COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE BORDEAUX

Vu la procédure suivante :

Procédure contentieuse antérieure :

M. Mario et Mme Aline Vos ont demandé au tribunal administratif de Limoges de prononcer la décharge des suppléments d'impôt sur le revenu, de contribution exceptionnelle sur les hauts revenus et de contributions sociales auxquels ils ont été assujettis .au titre des années 2010 et 2011 ainsi que des pénalités correspondantes.

Par un jugement n° 1501102 du 17 mai 2018, le tribunal administratif de Limoges a rejeté leur demande.

Procédure initiale devant la cour :

Par une requête enregistrée le 13 juillet 2018, un mémoire enregistré le 9 août 2018 et une note en délibéré enregistrée le 6 juin 2020, M. et Mme Vos, représentés par Me de Jongh-Dunand, demandent à la cour :

1°) d'annuler ce jugement du tribunal administratif de Limoges du 17 mai 2018 ;

2°) de mettre à la charge de l'État le versement d'une somme de 10 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Ils soutiennent que :

- l'administration ne pouvait vérifier leurs comptes bancaires dans le cadre d'un examen de leur situation fiscale personnelle ; l'administration a contrôlé des comptes bancaires et en a tiré des conséquences sur l'exercice d'activités professionnelles en France ; elle a donc détourné la procédure d'examen de la situation fiscale personnelle et procédé à un début de vérification de comptabilité en dehors du cadre procédural applicable, les privant des garanties correspondantes ; l'administration a méconnu l'article L. 13 du livre des procédures fiscales ;
- ils n'ont pas été mis à même d'exercer leurs droits de la défense, dès lors que le contrôle a été conduit dans une langue qui n'est pas leur langue maternelle ; l'administration se devait de faire intervenir un interprète dans le respect du droit national et de l'article 6 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; il s'agit d'un vice relevant de l'article L. 80 CA du livre des procédures fiscales ;
- l'administration a également refusé de tenir compte de contrats de prêts au motif qu'ils étaient rédigés en néerlandais et en anglais et n'a pas sollicité de traduction ; le tribunal, en suivant la position de l'administration, a méconnu l'article 6 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et les droits de la défense ; ils produisent une traduction de ces contrats qui ont force probante ;
- le contrat du 2 janvier 2011 justifie de la somme de 75 000 euros relevée sur le compte bancaire de M. Vos ; il est justifié du versement de la somme empruntée et des versements opérés en remboursement de ce prêt ; il en va de même du contrat du 26 février 2011 qui justifie de l'origine de la somme de 100 000 euros et du contrat du 3 mars 2011. qui justifie de l'origine de la somme de 200 000 euros ; l'administration ne pouvait donc les imposer sur des revenus d'origine indéterminée de 359 103 euros ;
- les éléments produits devant le tribunal, et notamment une série de factures émises en 2010, les bilans simplifiés de leur entreprise individuelle aux Pays-Bas, les relevés de leurs comptes bancaires mixtes à la

Banque Postale et les relevés de leur compte bancaire à la Rabobank, justifient que les sommes correspondant à ces factures sont des revenus ayant pour origine l'activité de l'entreprise personnelle de M. Vos aux Pays-Bas ; l'administration ne pouvait imposer ces sommes sans avoir insisté auprès de l'administration néerlandaise pour obtenir une réponse à la demande d'assistance qu'elle a formée dans le cadre de l'article L. 114 du livre des procédures fiscales ; ils ont produit un document de l'administration néerlandaise attestant que les sommes en litige ont été imposées au titre de l'année 2010 ; en refusant d'en tenir compte, les premiers juges ont favorisé une double imposition de ces sommes, méconnaissant l'article 7 de convention fiscale conclue le 16 mars 1973 entre la France et les Pays-Bas ;

- il ne peut être retenu un manquement délibéré à leur encontre ; la doctrine reprise au BOI-INF-10-20-20 n° 30, n° 40 et n° 60 précise que le manquement délibéré recouvre un élément intentionnel consistant dans l'accomplissement conscient de l'infraction.

Par un mémoire, enregistré le 27 décembre 2018, le ministre de l'action et des comptes publics conclut à ce que soit constaté qu'il n'y a pas lieu de statuer sur les conclusions de la requête à hauteur du dégrèvement prononcé et au rejet du surplus des conclusions de la requête.

Il soutient que les moyens invoqués par les requérants afférents aux rehaussements maintenus à leur charge ne sont pas fondés.

Par un arrêt n° 18BX02768 du 10 juillet 2020, la cour administrative d'appel de Bordeaux a constaté qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur les conclusions de la requête à hauteur du dégrèvement prononcé le 26 décembre 2018, a prononcé la décharge de la pénalité pour manquement délibéré appliquée à M. et Mme Vos au titre des années en litige et a rejeté le surplus des conclusions de la requête.

Par une décision n° 443828 du 21 juin 2022, le Conseil d'Etat, statuant au contentieux, saisi d'un pourvoi présenté par le ministre de l'économie, des finances et de la relance, a annulé l'article 2 de cet arrêt et a renvoyé l'affaire, dans cette mesure, à la cour administrative d'appel de Bordeaux.

Procédure devant la cour après renvoi du Conseil d'Etat :

Par un mémoire enregistré le 9 novembre 2022, M. et Mme Vos, représentés par Me Pouquet, concluent à la décharge de la pénalité pour manquement délibéré qui leur a été appliquée et à ce que soit mise à la charge de l'Etat une somme de 6 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Ils soutiennent que :

- le contribuable bénéficie d'une présomption de bonne foi ; c'est à l'administration d'établir le caractère délibéré du manquement ;

- l'administration n'établit pas une intention d'éluder l'impôt en se référant à l'importance des sommes à prendre en compte ; l'administration a d'ailleurs prononcé un dégrèvement conséquent ; elle a retenu la nature de prêts des sommes de 200 000 euros et 75 000 euros ; ils produisent des justificatifs de même portée pour ce qui est du prêt invoqué de 100 000 euros ; ils apportent également des justifications établissant que les sommes de 112 287 euros pour 2010 et 210 343 euros pour 2011 proviennent de l'activité de leur entreprise personnelle aux Pays-Bas et ont été imposées dans ce pays.

Par un mémoire enregistré le 1er décembre 2022, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique conclut au rejet des conclusions dont la cour reste saisie.

Il soutient que les moyens invoqués par les requérants ne sont pas fondés.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu:

- la convention conclue entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris le 16 mars 1973 ;
- le code général des impôts et le livre des procédures fiscales ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Elisabeth Jayat,
- les conclusions de M. Stéphane Gueguen, rapporteur public.

Considérant ce qui suit :

1. M. et Mme Vos, ressortissants néerlandais résidant en France où ils exercent une activité de marchand de biens [Mme Vos n'est pas inscrit en tant que marchand de biens et il n'y a pas une seule preuve/un seul chiffre qui conforte cette assumption. En plus, M. Vos n'a jamais exercé une activité en tant que marchand de biens.], M. Vos exerçant par ailleurs [non : uniquement !] aux Pays-Bas une activité de vente de matériaux anciens de construction et de décoration [Donc la cour confirme que M. Vos a/avait une entreprise aux Pays-Bas où il a – logiquement – fait ses déclarations. Quel rôle joue ce fait dans la vérification du vérificateur, Monsieur Bruno Reuge, surtout après la parole et les preuves apportées par M. et Mme Vos que les paiements par chèque sont liés aux ventes de cette entreprise? Reuge au volant !] ainsi que de conseil en création de sites internet, ont fait l'objet d'un examen de leur situation fiscale personnelle [en France !] au titre des années 2010 et 2011 qui a fait ressortir une différence importante entre le montant des crédits inscrits sur leurs comptes bancaires [Ce qui est assez logique si la cour ne diffère pas la différence entre une pomme et une poire. La cour suit l'administration par dire que les montants des crédits sont uniquement des pommes. Mais quel est le lien avec les activités de M. Vos aux Pays-Bas que la cour reconnaît ? Pourquoi les preuves apportés par M. Vos que les paiements par chèque – les poires donc – qui sont liés aux ventes de cette entreprise ne sont pas pris en considération et ensuite vu comme des pommes ? Les poires sont transformés par l'administration en pommes que la cour accepte et suit! L'administration fait un miracle d'une manière illégale et la cour applaudie ensuite...] et le montant des revenus qu'ils ont déclarés. [En regardant les faits, basé sur des preuves, M. et Mme Vos ont correctement déclaré les pommes et ne pas les poires car le montant des crédits est déjà déclaré aux Pays-Bas où les sommes sont soumis à la législation et à l'imposition. Il n'y a alors pas 'une différence importante' en France. L'administration a complètement nié le fait et la parole de M. Vos que M. Vos est entrepreneur aux Pays-Bas (ce qui la cour confirme notamment) où il a déjà correctement fait ses déclarations et payé ses impôts où il est résident fiscal.] Les époux Vos n'ayant pas répondu aux demandes de justification de l'origine et de la nature de ces avoirs bancaires [en fait les époux Vos ont donné tout ce qui était à leur disposition, mais au vue de leur résidence fiscal néerlandais, ils ne sont pas tenu à montrer les justifications à l'administration française du fait que ils sont soumis à la législation et a l'imposition aux Pays-Bas suivant l'article 4 et 7 du convenant entre les deux pays. C'est plutôt le contraire : par se présenter à quatre reprises et montrer tous les justificatifs qui étaient à leur disposition, M. et Mme Vos ont voulu de convaincre l'inspecteur de leur bonne foi. Jusqu'au ce jour l'administration n'a pas démontré et/ou prouvé que les époux Vos ont éludé l'impôt.] ainsi que des fonds affectés à une acquisition immobilière [en 2023 en train de tomber en ruine... !] réalisée au mois de février 2011 et au solde d'un prêt bancaire, ces sommes ont été taxées d'office dans la catégorie des revenus d'origine indéterminée [Tant que les sommes sont bien déterminées car le nom du débiteur soit prêteur et le montant ainsi l'origine des sommes sont connues. Les preuves apportées par M. et Mme Vos sont niées dans toute la procédure. Reuge est au toilette.] au titre des années 2010 et 2011 en application des articles L. 16 et L. 69 du livre des procédures fiscales. [En tant que

résidents fiscaux néerlandais, les époux Vos sont soumis à la législation aux Pays-Bas. La France n'a rien à dire dessus. Mais Reuge est persistant et reste au volant. Surtout sachant que les sommes des prêts hypothécaires ne sont même pas passées par un compte bancaire français.] Par un jugement du 17 mai 2018, le tribunal administratif de Limoges a rejeté la demande de M. et Mme Vos tendant à la décharge des cotisations supplémentaires d'impôt sur le revenu, de contributions sociales et de contribution exceptionnelle sur les hauts revenus en résultant ainsi que des majorations correspondantes. [Ce qu'il s'explique par l'honnêteté et la naïveté de M. et Mme Vos qui n'ont pas pris un avocat du fait qu'ils étaient convaincu de leur innocence du fait qu'ils avaient déjà correctement déclaré et payé leurs impôts aux Pays-Bas. M. et Mme Vos comptaient sur une connaissance et intelligence de la part des juges du tribunal sachant qu'une double imposition est interdite. Reuge reste maître sur son terrain.] Par un arrêt du 10 juillet 2020, la cour a, sur appel de M. et Mme Vos, décidé qu'il n'y avait pas lieu de statuer, à concurrence du dégrèvement prononcé en cours d'instance par l'administration le 26 décembre 2018, sur les conclusions tendant à la décharge des cotisations supplémentaires en litige, prononcé la décharge des pénalités pour manquement délibéré et rejeté le surplus des conclusions de la requête. [Donc la cour a prononcé la décharge des pénalités ! Est-ce que la cour a fait une erreur du fait que la cour rejette maintenant la décharge des pénalités restant en litige dans sa décision ? Est-ce que Reuge est au courant ?] Le pourvoi de M. et Mme Vos dirigé contre cet arrêt en tant qu'il rejette le surplus de leurs conclusions n'a pas été admis, par décision du Conseil d'Etat du 12 avril 2021. En revanche, saisi par le ministre, le Conseil d'Etat, par décision du 21 juin 2022, a annulé l'article 2 de cet arrêt qui prononce la décharge des pénalités pour manquement délibéré et a renvoyé l'affaire à la cour dans cette mesure. [M. et Mme Vos ont pris le dossier en main propre en 2020 après d'avoir été très mal défendu par des avocats non-spécialistes en matière de fiscalité et règlementations internationaux. Pour information : Après la parution du livre 'Survivre en France' l'histoire des avocats qui ont figuré dans ce dossier vont apparaître dans le nouveau livre '12 avocats, 13 accidents'.]

2. Aux termes de l'article 1729 du code général des impôts : « Les inexactitudes ou les omissions relevées dans une déclaration ou un acte comportant l'indication d'éléments à retenir pour l'assiette ou la liquidation de l'impôt ainsi que la restitution d'une créance de nature fiscale dont le versement a été indûment obtenu de l'Etat entraînent l'application d'une majoration de : a. 40 % en cas de manquement délibéré (...) ». [Il n'y a pas d'inexactitudes ou omissions car les époux Vos sont des résidents fiscaux néerlandais ou ils ont déjà déclaré et payé leurs impôts. L'Administration n'a pas pris en considération cet élément fondamentale et a même appliqué une taxation d'office et un redressement avant d'avoir s'est renseigné. La question de la bonne gouvernance se pose. Car il n'y a pas d'inexactitudes et/ou omissions (du fait qu'une pomme n'est pas une poire) cet article ne s'applique pas.]

3. Il résulte de ces dispositions que la pénalité pour manquement délibéré a pour seul objet de sanctionner la méconnaissance par le contribuable de ses obligations déclaratives. Pour établir ce manquement délibéré, l'administration doit apporter la preuve, d'une part, de l'insuffisance, de l'inexactitude ou du caractère incomplet des déclarations et, d'autre part, de l'intention de l'intéressé d'éluder l'impôt. Pour établir le caractère intentionnel du manquement du contribuable à son obligation déclarative, l'administration doit se placer au moment de la déclaration ou de la présentation de l'acte comportant l'indication des éléments à retenir pour l'assiette ou la liquidation de l'impôt. Si l'administration se fonde également sur des éléments tirés du comportement du contribuable pendant la vérification, la mention d'un tel motif, qui ne peut en lui-même justifier l'application d'une telle pénalité, ne fait pas obstacle à ce que le manquement délibéré soit regardé comme établi dès lors que les conditions rappelées ci-dessus sont satisfaites. [L'argumentation ne tient pas. Car sans avoir fait le nécessaire par l'administration ('la bonne gouvernance') pour vérifier auprès des autorités néerlandaises si les sommes étaient déclarées dans ce pays – pour savoir si c'est une pomme (à imposer) ou une poire – il n'y a pas d'obligations déclaratives car M. et Mme Vos ont déjà fait leurs obligations déclaratives aux Pays-Bas étant des résidents fiscaux néerlandais. Leurs revenus viennent à 100% du Pays-Bas où un prêt hypothécaire est vu comme une dette. Reuge reste quand même au volant. Têtu têtù têtù têtù, comme une ambulance.]

4. Il résulte de l'instruction que lors du contrôle, le service a relevé que M. et Mme Vos avaient procédé à une acquisition immobilière au mois de février 2011 et avaient opéré à cette occasion un versement de 360 590,66 euros représentant, d'une part, le financement de l'immeuble et, d'autre part, le solde d'un prêt antérieur, dont 359 102,75 euros d'origine inconnue. Devant la cour, M. et Mme Vos, qui soutenaient que cette somme provenait de trois prêts de 75 000 euros, 100 000 euros et 200 000 euros, ont produit des éléments ayant conduit l'administration, malgré l'absence de date certaine des conventions de prêts produites [*L'Administration française n'est même pas en droit de qualifier les prêts hypothécaires néerlandais dont l'argent n'est même pas passé par un compte bancaire français. Donc il n'y a pas une absence de date certaine du fait que les prêts sont soumis à la législation aux Pays-Bas... Reuge s'en fou.*], à admettre l'origine des sommes de 75 000 et 200 000 euros et à prononcer le dégrèvement correspondant en cours d'instance d'appel. [*Pourquoi si tard et pas auparavant ? Donc, suivant l'administration il s'agit de deux prêts et 100.000 en liquide pour consommer, payé/transféré par virement bancaire. M. et Mme Vos peuvent être vu alors comme les bandits et/ou truands les plus stupides du monde... ! Reuge gagne du terrain. Vous pouvez applaudir.*] S'agissant des documents produits pour justifier de l'origine de la somme de 100 000 euros, qui proviendraient, selon eux [*et suivant l'administration ?*], d'un prêt consenti par Mme et M. Vrolijk, les requérants se bornent à produire une attestation de prêt non enregistrée, datée des 24 et 26 février 2011, sans aucun autre élément et notamment aucun élément justifiant du remboursement de la somme alors que la convention mentionne le 30 janvier 2018 comme date butoir de remboursement. [*C'est faux. M. et Mme Vos se bornent sur un contrat de prêt renouvelé ainsi des attestations fait par M. et Mme Vrolijk comme introduit/déposé par Me Pouquet. La cour nie les faits et les documents introduits par Me Pouquet en défense de M. et Mme Vos. Comme aussi le fait que le prêt n'a pas pu être remboursé en 2018 du fait que l'administration avait saisi les biens des époux Vos en 2014. L'administration a alors bloqué le remboursement du prêt. Et, sachant que Mme et M. Vrolijk sont connus auprès de l'administration, de quelle manière la cour peut confirmer que la somme du prêt peut être qualifié comme indéterminée sachant que la provenance/(res)source est connue.*] En l'absence de tout élément sur l'origine de la somme de 100 000 euros, l'imposition de la somme restant en litige sur ce point était donc fondée. [*Non. D'abord car il n'y a pas de l'absence de tout élément. Comme les pièces introduites par Me Pouquet. La cour présume que les pièces n'existent pas par n'en pas parler et ne pas mentionner non plus. Mais encore plus important, ce prêt est également soumis à la législation aux Pays-Bas. L'administration française s'est mis illégalement (!) sur le siège de l'administration néerlandaise et a transformé un prêt hypothécaire néerlandais en ressource indéterminée française. La cour suit et applaudit même pour les miracles illégaux de la part de l'administration. Vous pouvez applaudir également. Reuge se hisse dans un fauteuil.*]

5. Il résulte également de l'instruction que lors du contrôle, le service a aussi constaté des discordances importantes entre le montant des crédits inscrits aux comptes bancaires des époux Vos durant les années 2010 et 2011, soit 112 287 euros en 2010 et 210 343 euros en 2011, et le montant des revenus qu'ils ont déclarés au titre de ces deux années, de respectivement 25 025 euros et 40 023 euros. [*Est-ce que la cour parle des pommes, des poires ou une corbeille de fruits? Chapitre 1 : On ne peut pas comparer ce qui n'est pas comparable : une poire n'est pas une pomme, comme un chiffre d'affaires néerlandais n'est pas un revenu français. Mais si Reuge n'est pas à l'écoute... Comment il peut conduire cette vérification ? Et est-ce que la cour a pris en considération que l'administration française a même qualifié des sommes venant de l'administration néerlandaise en tant que ressources indéterminées françaises ? D'abord les crédits en venant de l'administration néerlandaises prouvent que M. et Mme Vos sont assujettis aux impositions aux Pays-Bas, mais deuxièmement que l'administration française a transformé volontairement, mais en toute illégalité, des remboursements de la part de l'administration néerlandaise en ressources indéterminées françaises. Est-ce que M. et Mme Vos entendent toujours une applaudissement pour ce spectacle ?*] Pour contester la taxation de ces crédits, M. et Mme Vos soutiennent que les sommes créditées sur leur compte français CCP provenaient de l'activité professionnelle que M. Vos exerce aux Pays-Bas et que ces sommes auraient été versées par des clients français et, dans un premier temps, encaissées sur le compte français avant d'être, dans un second temps, virées sur les comptes de M. Vos aux Pays-Bas où elles auraient été imposées. Ils

estiment, dès lors, qu'en imposant des revenus d'ores et déjà imposés aux Pays-Bas en tant que revenus générés par l'activité professionnelle de M. Vos, l'administration a méconnu les stipulations de la convention conclue entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris le 16 mars 1973. A l'appui de leurs allégations, M. et Mme Vos produisent une série de factures émises en 2010 par les sociétés « Jambolaya » et « Villa d'Or », sociétés de M. Vos ayant leur siège social aux Pays-Bas, et des relevés de compte auprès de la banque néerlandaise Rabobank Randmeren ainsi qu'une traduction libre en français du chiffre d'affaires et du résultat déclarés par l'entreprise « Villa d'Or » aux Pays-Bas. A cet égard, ils font valoir que le montant de 112 287 euros imposé au titre de l'année 2010 provient de l'activité professionnelle de M. Vos aux Pays-Bas dès lors que l'entreprise individuelle déclarée exploitée aux Pays-Bas a, dégage, au titre de la même période, un chiffre d'affaires de 115 804 euros. Toutefois, il n'est pas contesté que M. et Mme Vos sont résidents fiscaux en France, au sens des stipulations de l'article 4 de la convention précitée. [En regardant le dossier cette phrase est complètement illogique, incompréhensible et bizarre même. Cette argumentation ne tient pas sachant que : 1. Me Pouquet, avocat de M. et Mme Vos, a introduit/déposé une attestation de la part de l'administration néerlandaise ainsi une traduction en français que les époux Vos sont des résidents fiscaux néerlandais au sens des stipulations de l'article 4 et 7 de la convention précitée, ce qui est et confirmé à M. et Mme Vos par M. (avocat) Thierry Schneider du cabinet FIDAL. 2. Sur les relevés du compte bancaire néerlandais des époux VOS, contrôlé et même constaté par monsieur Reuge lui-même, il y a des (lire : plusieurs) versements (crédits) venant de l'administration néerlandais pour un remboursement de l'impôt sur le revenu payé en trop. Tant que l'administration néerlandais n'est pas le père Noël (ne pas applaudir maintenant s'il vous plait), ce remboursement prouve directement que les époux Vos sont des résidents fiscaux néerlandais et qu'ils ont payé d'impôt sur le revenu dans ce pays. 3. Les époux VOS ont expliqué depuis le début de la vérification et toujours maintenu qu'ils ont déclaré et payé leurs impôts aux Pays-Bas ce qui veut dire qu'ils sont contribuables dans ce pays. La phrase de la cour confirme donc à nouveau que les époux Vos ne sont pas crus ! 4. Et à ne pas oublier les réponses néerlandaises (avec les déclarations néerlandaises !) en réponse aux demandes d'éclaircissements françaises que l'administration française a reçu en 2014 et n'a jamais communiqué (et donc dissimilé) aux époux Vos. Reuge commence à voir rouge.] Par ailleurs, M. et Mme Vos ne procèdent à aucun rapprochement entre les pièces ainsi produites et les crédits constatés au compte français CCP et aucun élément ne permet ainsi d'établir que les crédits litigieux auraient effectivement participé à la détermination du chiffre d'affaires et du résultat imposable de l'entreprise déclarée exploitée aux Pays-Bas. [Étant des résidents fiscaux néerlandais, les époux Vos sont assujetti à l'imposition aux Pays-Bas et c'est alors à l'administration française de contacter l'administration néerlandaise ('la bonne gouvernance') pour contrôler si les sommes sont déjà déclarées aux Pays-Bas. De plus, l'administration française n'a même pas essayé de regarder et étudier les paiements par chèque pour savoir s'il y a un lien entre les paiements et les activités de l'entreprise de M. Vos aux Pays-Bas. Au moins pour savoir si on parle des pommes ou des poires. Surtout sachant du fait qu'il y a des copies des chèques ainsi des factures avec le nom et adresse du débiteur. Les époux Vos ne sont à nouveau pas crus (Est-il sourd, Monsieur Reuge ?) et leur preuves ne sont pas acceptées. Malgré la parole et les explications des époux Vos l'administration n'argumente nulle part la liaison entre les paiements et les activités concernées sachant que le montant et le nom du débiteur sont connus. Les reproches de la part de l'administration ne sont pas argumentées et (alors) fondées, mais (toujours) ne que basé sur des assomptions. Et voici le spectacle !] Dans ces conditions, M. et Mme Vos ne peuvent être regardés. comme apportant la preuve, qui leur incombe, du caractère non imposable des sommes correspondantes et de l'exagération des rectifications effectuées par l'administration fiscale. Par suite, l'imposition de ces sommes dans la catégorie des revenus d'origine indéterminée était également fondée. [Ce qui est logiquement incorrect et injuste et peut-être même frauduleux !]

6. Il résulte de ce qui vient d'être dit aux points 4 et 5 ci-dessus que les impositions restant à la charge de M. et Mme Vos qui ont donné lieu à l'application de pénalités pour manquement délibéré était fondées

et que les requérants ne peuvent donc se prévaloir du caractère infondé de ces impositions pour obtenir la décharge des pénalités restant en litige. [Ce qui est également incorrect et injuste.]

7. Les sommes restant imposées à bon droit [À bon droit ?] s'élèvent donc à 112 267 euros au titre de l'année 2010 et à 310 343 euros au titre de l'année 2011, soit plus de quatre fois le revenu déclaré au titre de l'année 2010 et plus de sept fois le revenu déclaré au titre de l'année 2011. [Apparemment en France une poire peut être transformé en quatre pommes ou des fois même sept ! Quel spectacle de Reuge ! Il a fait un vrai miracle ! Feu d'artifice s'il vous plait ! Vous pouvez applaudir.] Les contribuables ne pouvaient ignorer avoir eu la disposition de telles sommes. Dans ces conditions, compte tenu de l'importance des rehaussements maintenus par rapport aux revenus déclarés et du caractère répété des manquements de M. et Mme Vos a leurs obligations déclaratives [Les obligations déclaratives se trouvent aux Pays-Bas étant des résidents fiscaux néerlandais ou ils sont soumis à la législation et imposition], l'administration doit être regardée comme apportant la preuve [plutôt : fraudeur vu la manque de preuve et l'abus de pouvoir exercé] du caractère délibéré des manquements relevés [C'est une argumentation pour un film de Louis de Funès car le dossier est complètement vide de A à Z...], alors même que les intéressés ont déclaré les comptes bancaires détenus à l'étranger [Effectivement, pour montrer la bonne foi du fait qu'il n'y a rien caché : ni une pomme, ni une poire.] et n'ont pas fait l'objet d'aucune poursuite pénale. [Ce qui est quand même dommage... Il manque alors la cerise sur le gâteau. Reuge a loupé une médaille d'honneur !]

8. La doctrine invoqué par les requérants, référencée BOI-INF-10-20-20 No 30, No 40 et No 60, ne fait pas des textes applicables une interprétation différente de celle qui en est faite dans le présent arrêt. M. et Mme Vos ne sont donc pas fondés à se prévaloir de cette doctrine sur le fondement de l'article L. 80 A du livre des procédures fiscales. [Le fait que l'administration n'a jamais pris en compte et en considération que M. et Mme Vos sont des résidents fiscaux néerlandais est bien une doctrine, importante même. Deuxièmement, l'administration n'explique nulle part la provenance des sommes (pomme ou poire ?) tant que les (res)ources sont connues et expliquées par M. et Mme Vos à plusieurs reprises. Ils ne sont jamais crus, malgré le fait qu'ils ont (toujours) parlé de la vérité qui n'a pas été réfuté jusqu'à ce jour. Troisièmement, tout est basé sur des assomptions. Quels sont par exemple les activités suivant l'administration qui sont liées aux paiements par chèque ? Suivant des ex-salariés de l'administration (!), le dossier est vide de A à Z. Suivant eux, il n'y a pas de preuves et il n'y a aucun argument qui tient. Quatrièmement, l'administration française a privé M. et Mme Vos des réponses néerlandaises que l'administration avait reçu en 2014 déjà. Le Défenseur des droits a ouvert un dossier du fait que M. et Mme Vos ont découvert pas moins de 15 infractions commis par l'administration. Est-ce que la cour s'est laissé tromper par l'administration ? Comment les choses vont-elles se terminer avec Reuge ?]

9. Il résulte de tout ce qui précède que M. et Mme Vos ne sont pas fondés à soutenir que c'est à tort que le tribunal administratif de Limoges a rejeté leurs conclusions tendant à la décharge des pénalités pour manquement délibéré qui leur ont été appliquées, s'agissant des sommes restant en litige. Leurs conclusions d'appel sur ce point doivent, par suite, être rejetées. [Ce qui est logiquement incorrect et injuste.]

10. Les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mis à la charge de l'Etat, qui n'est pas la partie pendante dans le cadre de la reprise d'instance, le versement à M. et Mme Vos de la somme qu'ils demandent au titre des frais d'instance exposés et non compris dans les dépens.

DECIDE

Article 1er : Les conclusions de la requête de M. et Mme Vos tendant à la décharge des pénalités restant en litige et leurs conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées. [Applaudissement]

Article 2 : Le présent arrêt sera notifié à M. Mario Vos, a Mme Aline Vos et au ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique. [[Applaudissement](#)]

Une copie en sera adressée à la direction de contrôle fiscal Sud-ouest. [[Qui font partie de la cour mais qui ne font rien à l'adresse de M. et Mme Vos... Silence s'il vous plait. Et même madame Ortiz, la directrice et responsable de Reuge, ne distribue que du silence...](#)]

[[M. et Mme Vos ont pris note de la décision de la cour qu'ils rejettent fermement dans son intégralité comme exprimé et expliqué avec cette analyse 'Le spectacle de Reuge'. Une copie sera adressée et communiqués aux directeurs départementaux de la France ainsi qu'aux médias. Il ne faut pas jouer le rôle d'un clown administratif mettant en danger la vie des gens et la crédibilité de l'administration... Pauvre Reuge.](#)]

Délibéré après l'audience du 26 septembre 2023 à laquelle siégeaient :

Mme Elisabeth Jayat, présidente [[Transpiration...](#)]

M. Sébastien Ellie, premier conseiller [[Transpiration...](#)]

Mme Héloïse Pruche-Maurin, première conseillère [[Transpiration...](#)]

Rendu public par mise à disposition au greffe le 17 octobre 2023

La République mande et ordonne au ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique en ce qui concerne, et a tous commissaires de justice a ce requis, en ce qui concerne les vois de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent arrêt.

FIN DU SPECTACLE DE REUGE